

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL-DE-MARNE

Service Facturation Achats Marchés Immobilier

MARCHES DES ORGANISMES DE
SECURITE SOCIALE DU REGIME GENERAL

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P)

ORGANISME CONTRACTANT :

L'Assurance Maladie du Val de Marne
93/95 avenue du Général de Gaulle
94000 Créteil

OBJET DU MARCHÉ :

**PRESTATION DE RESTAURATION D'ENTREPRISE POUR LE COMPTE DE
LA CPAM DU VAL DE MARNE**

La procédure utilisée est celle visée aux articles L. 2123-1-2° et R. 2123-1-3° du code de la commande publique.

Date d'élaboration : Octobre 2024

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE PUBLIC - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – Objet du marché	4
1.2 - Parties contractantes.....	4
1.3 – Décomposition.....	4
1.4 – Mode de passation	4
1.5 – Forme du marché public	4
ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 4 – CLAUSES DE REEXAMEN	6
Article 5 – SOUS-TRAITANCE	6
Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
Article 7 - CONDITIONS DE LIVRAISON	6
Article 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET DE CONTROLE	6
Article 9 – CONDITIONS D’ETABLISSEMENT DES PRIX.....	7
9.1 - Contenu des prix.....	7
9.2 – Réserves	7
9.3 - Mois d’établissement des prix et révision	7
9.4 – Clause de réserve.....	8
ARTICLE 10 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	8
10.1 - Modalités de transmission des factures	8
10.2 - Modalités de règlement.....	9
ARTICLE 11 – MESURES EN CAS D’INEXECUTION DES PRESTATIONS - PENALITES.....	10
11.1 – Mesures en cas d’inexécution des prestations	10
11.2 – Pénalités.....	10
ARTICLE 12 –CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
ARTICLE 13 – RESILIATION	14
ARTICLE 14 – ASSURANCES.....	15
ARTICLE 15 - MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL	15
ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES.....	15
ARTICLE 17 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE	16
ARTICLE 18 – REGLES DE SECURITE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	16
ARTICLE 19 - MESURE D’ORDRE SOCIAL	17
ARTICLE 20 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D. 8222-5 du Code du Travail)	17
ARTICLE 21 – AVANCE	17

ARTICLE 22 – MODIFICATION DU MARCHE	17
ARTICLE 23 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	17
ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	18
A NNEXE : Règlementation en matière de sécurité alimentaire	18

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE PUBLIC - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet de fournir une prestation de restauration d'entreprise pour le compte de la CPAM du Val-de-Marne constituée de :

Restaurant d'entreprise (RE)
Un Corner dans l'espace cafétéria ;
Prestation de petits déjeuners à la commande.

Le titulaire est soumis, en permanence, à une obligation de résultat pendant toute l'exécution du marché.

1.2 - Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- **d'une part**, la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE, représentée par le Directeur Général, désignée ci-après par l'expression « l'Organisme contractant »,
- **d'autre part**, la société ou entreprise titulaire du marché, désignée ci-après par l'expression « le Titulaire ».

Le représentant du pouvoir adjudicateur est **Monsieur le Directeur Général de la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE.**

Le Comptable assignataire est **Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE.**

1.3 – Décomposition

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L. 2113-10 et R. 2113-2 du code de la commande publique car son objet ne permet pas d'identifier des prestations distinctes.

1.4 – Mode de passation

La procédure lancée est une procédure adaptée en vertu des articles L. 2123-1-2° et R. 2123-1-3° du code de la commande publique.

1.5 – Forme du marché public

Le présent marché public est un marché de services « composite » estimé à 400 000 € H.T pour la partie forfaitaire et 60.000 € HT maximum pour la partie à bons de commande, sur quatre ans, et avec des fréquentations prévisionnelles mentionnées à l'article 1.5 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE

Il prendra effet à compter du **02 janvier 2025** pour une durée d'un an, reconductible tacitement trois fois par période successive d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Toutefois, en cas de non reconduction du marché, l'organisme contractant en informera le titulaire par courrier avec date de réception certaine moyennant un préavis de deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

De même, durant cette période de quatre ans, l'organisme contractant aura la faculté de résilier le marché à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de deux (2) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 13 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Le Titulaire ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non reconduction.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de compléter l'Acte d'Engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

Le présent marché est constitué par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS des documents contractuels suivants, par ordre de priorité décroissante :

Pièce n°1 : L'Acte d'Engagement et ses annexes relatives aux bordereaux des coûts d'exploitation, frais généraux et investissements, des prix de prestations à la demande, de la structure offre restaurant, des prix des formules restaurant, des articles additionnels, et grammage restaurant et de frigos connectés, qui devront être complétés, signés et datés par le Titulaire. Ils seront visés par l'Organisme et seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

Pièce n° 2 : Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et son annexe d'Octobre 2024 dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

Pièce n° 3 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes d'Octobre 2024 dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

Pièce n° 4 : Le livret de sécurité du prestataire et la charte visiteur.

Pièce n° 5 : Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G. -F.C.S.), approuvé par l'Arrêté du 30 Mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres.

Pièce n° 6 : Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Pièce n° 7 : L'offre technique du titulaire.

Pièce n°8 : Les bons de commande émis au cours de l'exécution des prestations.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à leurs offres ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent marché qui seules font foi. Toutefois, elles peuvent s'appliquer si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le marché.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et d'une manière générale, de tout texte ou de toute

réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Article 4 – CLAUSES DE REEXAMEN

Les parties se réservent la possibilité d'avoir recours à des clauses de réexamen en application des articles L.2194-1 et L.2194-2 et R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique aux fins de :

- Réévaluer à la hausse le montant maximum du marché en cas d'application d'une ou plusieurs clauses de réexamen prévues,
- Mettre en œuvre des adaptations nécessaires en cours d'exécution du marché et qui ne sont pas substantielles,
- Ajouter des prestations non prévues conformes à l'objet du marché et rendues nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- Modifier le contrat si l'organisme contractant est confronté à des circonstances imprévues,
- Modifier la participation employeur au prix du repas.

Ces adaptations seront négociées entre le Titulaire et l'organisme contractant et donneront lieu après accord des parties à la signature d'un avenant.

Article 5 – SOUS-TRAITANCE

Un recours éventuel à la sous-traitance s'il n'est pas interdit, doit demeurer exceptionnel. Le sous-traitant doit être déclaré dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-7 et R. 2193-1 à R. 2193-2 du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du titulaire (article 41 du CCAG-FCS).

Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le Titulaire devra se conformer aux dispositions prévues à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Techniques Particulières concernant la période de « démarrage » ou de « mise en exploitation ».

En ce qui concerne les prestations à la demande, les commandes s'effectuent dans le cadre des modalités du process de commande mentionné à l'article 6.4. du Cahier des Clauses Techniques Particulières, notamment par l'intermédiaire du portail de commandes en ligne du Titulaire si fonctionnel.

Conformément aux dispositions de l'article 6.4 du Cahier des Clauses Techniques Particulières, le Titulaire exécutera les prestations dans le cadre de l'organisation mise en place pour en assurer la livraison et le débarrasage.

Article 7 - CONDITIONS DE LIVRAISON

Le choix du mode de transport prend en compte les contraintes d'accessibilité et de stationnement. Aucune indemnité n'est accordée à ce titre. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage et de chargement incombent au Titulaire

Article 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET DE CONTROLE

Les modalités de réalisation de l'état des lieux et d'inventaire sont définies par les dispositions de l'article 9.2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières, celles relatives à l'audit de suivi des conditions de réalisation figurent à l'article 9.4 du Cahier des Clauses Techniques Particulières. Les autres opérations de vérification et de contrôle sont mentionnées dans le chapitre relatif aux pénalités de l'article 10 du présent document.

En plus, des opérations de contrôle et de vérifications précitées, l'organisme contractant peut, à tout moment et sans en référer préalablement au Titulaire, procéder à tous les contrôles qu'il jugerait nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités de leur exécution avec les clauses du marché.

Afin que les contrôles puissent s'exercer pleinement, il sera mis à disposition tout document utile et nécessaire à l'exercice de ce droit. Ils seront effectués soit par la personne responsable du marché; soit par son représentant.

Article 9 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

9.1 - Contenu des prix

La forme des prix est mixte et est la suivante :

- ✓ Prix forfaitaire pour la partie fixe du prix des repas.
- ✓ Prix unitaire pour les prestations de petits déjeuners à la commande.

Ils sont fermes durant la 1^{ère} année.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des opérations et sujétions nécessaires à la parfaite réalisation des prestations, ainsi que les frais d'emballage, de conditionnement, de manutention et de transport.

9.2 – Réserves

Dès consultation du dossier et avant la remise de l'offre, le candidat prendra soin de signaler à l'Organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait.

En aucun cas, le Titulaire ne peut arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions de l'ensemble des documents entre eux pour justifier une demande de supplément de prix.

9.3 - Mois d'établissement des prix et révision

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois dans lequel se situe la date limite de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro », soit **Novembre 2024**.

Si la remise des offres est reportée, la base de réputation des prix « mois zéro » restera celle correspondant à la date fixée initialement pour la remise des offres.

Les prix fixés dans le présent marché sont fermes pour une durée d'un an à compter de la date de démarrage d'exploitation.

Ils pourront être révisés à la date anniversaire du marché par le Titulaire après application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,20 \times 01E/01E_o) + (0,80 \times 10546288/10546288_o)$$

Dans laquelle:

P = Nouveau prix révisé

P_o = Prix de l'année qui précède la révision

01E = Indice des produits alimentaires et boissons non alcoolisées code 01E dernièrement publié.

01Eo = Indice des produits alimentaires et boissons non alcoolisées code 01E du mois de Novembre 2024.

10546288 = Indice des autres services de restauration collective code 10546288 dernièrement publié.

10546288o = Indice des autres services de restauration collective code 10546288 de Novembre 2024.

Si le Titulaire procède à la révision des prix du marché, il devra transmettre un mois au plus tard avant la date anniversaire à l'Organisme la formule de calcul, ainsi que la copie de la publication des indices.

En cas de disparition d'un ou des indices, la révision s'effectuera sur l'indice de remplacement le plus proche de celui disparu, dont les parties conviendront par simple échange de lettres.

A défaut d'une proposition de révision par le Titulaire, les prix du marché initial resteront inchangés.

9.4 – Clause de réserve

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5 % par rapport à ceux précédemment pratiqués, l'Organisme Contractant se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché moyennant un préavis de deux (2) mois, sans indemnité. Cette résiliation serait alors notifiée par lettre recommandée avec avis postal de réception.

ARTICLE 10 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

10.1 - Modalités de transmission des factures

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM 94 informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CPAM 94 informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré-adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM 94 en tant que destinataire de la facture : **323 914 143 00132**
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : **4013**.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Les factures devront comporter à *minima*, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- Nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Le numéro du présent marché ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article
- La date d'émission de la facture ;
- La date d'exécution de la prestation ;
- Le montant total hors taxe à régler ;
- Le montant total TTC à régler ;

10.2 - Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CPAM 94 se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CPAM 94 règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CPAM 94 des prestations dans les conditions prévues au présent marché.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par message via Chorus pro permettant de garantir une date certaine. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Organisme contractant, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM 94 en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.
Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de dix points de pourcentage.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la T.V.A.

ARTICLE 11 – MESURES EN CAS D'INEXECUTION DES PRESTATIONS - PENALITES

11.1 – Mesures en cas d'inexécution des prestations

En cas de retard, d'inexécution ou de mauvaise exécution de la prestation, après une première mise en demeure, non assortie de sanctions, adressée au prestataire sous pli recommandé avec avis de réception, l'Organisme se réserve le droit, pour un nouveau manquement ou une non prise en compte d'observation ou de corrections demandées, soit de faire exécuter les prestations par un autre prestataire de son choix aux frais et risques du prestataire du marché, soit de résilier le marché sans indemnité, ni mise en demeure préalable.

L'ensemble des mesures précitées sont également applicables en cas de non production des pièces et attestations mentionnées à l'article 19 du présent document.

11.2 – Pénalités

En cas de manquement aux obligations contractuelles et de non-respect des indicateurs de mesure de la qualité des prestations constatés par l'Organisme, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités définies par les indicateurs suivants :

Le **PRESTATAIRE** devra informer, par écrit, tout évènement justifiant le non-respect, à titre exceptionnel, des prescriptions contractuelles (structure d'offre, exigences matières premières).

11.2.1 – Pénalités relatives aux prestations

IP 1 : Respect des prix de vente contractuels

A partir de l'édition du clavier de caisse du jour (entrées, plats garnis, desserts, boissons, laitages), les contrôles seront réalisés à partir des éléments de facturation contractuels.

Les valorisations de chaque produit (entrée, plat garni, dessert) constituent une tarification applicable à chaque recette dérivée de ce produit (ex: prix du filet de dorade = prix du filet de dorade en papillote au fenouil = prix du filet de dorade vapeur au concassé de tomates, filet de dorade...).

Aucun manquement sur une même journée ne sera accepté. Dès le premier écart constaté, il sera fait application d'une pénalité de **500 € pour l'ensemble des écarts constatés au cours de l'audit**.

IP 2 : Conformité de l'affichage des prix de vente

A partir des affichages **CLIENTS**, les contrôles porteront sur la précision des données communiquées, qui devront être conformes au contrat (tarifs affichés), lisibles et présents pour l'ensemble de la prestation du jour.

A partir du deuxième écart pour l'ensemble des prestations du jour dont la raison ne serait pas justifiée, il sera fait application d'une pénalité de **300 € par audit**.

IP 3 : Structure de l'offre alimentaire

Les contrôles porteront sur l'ensemble de la prestation (toutes les composantes nominatives et quantitatives de l'offre culinaire) comme prévu dans le présent accord-cadre.

A partir du deuxième écart (par famille de produit) dont l'origine ne serait pas justifiée par des circonstances ne relevant pas de la responsabilité du prestataire constaté lors de l'audit, il sera fait application d'une pénalité de **200 €** par écart et par audit.

IP 4 : Structure d'équipe – Productivité contractuelle – Qualification

Les audits viseront à la vérification du poste, de la productivité des organisations et de la qualification des effectifs mis en service par le prestataire, par rapport aux engagements contractuels.

Si un indicateur de productivité au couvert est fixé contractuellement sur la tranche d'activité de référence à la place ou en plus des engagements de postage, le contrôle portera sur le respect de l'indicateur de productivité au couvert le jour de l'audit ou en tiendra compte. L'auditeur garde la possibilité de contrôler les qualifications de l'équipe en service.

Dès le premier poste manquant ou le non-respect des qualifications des employés en service dont l'origine ne serait pas justifiée par des circonstances ne relevant pas de la responsabilité du Titulaire, il sera fait application **d'une pénalité de 1000 €** par poste manquant, productivité non respectée ou qualification non conforme au cours de l'audit.

11.2.2 - Pénalités relatives à la production

IP 5 : Origine et gamme des matières premières

Les contrôles viseront à la vérification de l'origine et de la gamme des matières premières à partir du tableau des exigences des matières premières annexé au Cahier des Clauses techniques Particulières.

Au-delà d'un manquement sans que le client en soit informé, il sera fait application **d'une pénalité forfaitaire de 200 €** par écart et par audit.

IP 6 : Grammage des prestations

Les audits viseront à la vérification des grammages ou fourchettes de grammages de produits sur la base du cahier de grammages contractuel.

A partir de deux écarts par audit dont l'origine ne serait pas justifiée par circonstances ne relevant pas de la responsabilité du prestataire, il sera fait application **d'une pénalité de 500 €** pour l'ensemble des écarts par audit.

11.2.3 - Pénalités relatives à l'hygiène

IP 7 : Hygiène des espaces de réception et de stockage

Les contrôles porteront sur la vérification du rangement de chaque espace de stockage qu'il soit attribué pour l'épicerie, les produits surgelés, les B.O.F (Beurre, Œufs, Fromages), les légumes, les viandes et les surgelés. A ce titre :

- Aucun produit ne devra être rangé au contact direct du sol.
- Les locaux attribués à ces affectations devront être maintenus en parfait état de propreté.
- Les produits devront être classés selon la logique du « First in First Out » (premier produit entré, premier produit sorti), de sorte à respecter une parfaite rotation des produits.

En cas d'écart constaté lors de l'audit, pour des raisons qui impliqueraient directement la responsabilité du prestataire, après validation des parties concernées, pour chacun des manquements précisés ci-dessus, il sera fait application **d'une pénalité de 200 €**.

IP 8 : Dates limites de consommation des produits

Les vérifications porteront sur le respect des dates limites de consommation (DLC) des produits non déconditionnés encadrés par une durée de vie précise. Ces contrôles seront réalisés dans les espaces de stockage, les locaux de préparations, les vitrines de la distribution et tout autre point de vente.

En cas d'anomalies constatées sur des produits aux DLC secondaires dépassées, il sera fait application **d'une pénalité forfaitaire de 500 € par produit**.

IP 9 : DLC secondaires des produits

Les vérifications porteront sur le respect des Dates limites de Consommation Secondaires des produits déconditionnés encadrés par une durée de vie précise. Ces contrôles seront réalisés dans les espaces de stockage, les locaux de préparations, les vitrines de la distribution et tout autre point de vente.

En cas d'anomalies constatées sur des produits aux DLC secondaires dépassées, il sera fait application **d'une pénalité forfaitaire de 500 € par produit**.

IP 10 : Process réglementaires liés à la chaîne du froid

Le contrôle aura pour objectif de vérifier le respect des obligations réglementaires en termes de chaîne du froid et chaîne du chaud, des autocontrôles obligatoires liés à ces process (température de stockage, refroidissement rapide, remise en température, température de service). Il sera également observé que les manipulations, le traitement et la transformation permettent la mise en oeuvre de bonnes pratiques d'hygiène et notamment préviennent la contamination.

Les manquements à cette obligation feront l'objet de correctifs immédiats. En cas d'anomalies, il sera fait application d'une **pénalité forfaitaire de 300 € par écart constaté**.

IP 11 : Tenue vestimentaire du personnel

Les tenues des salariés du prestataire devront être propres et le personnel ne devra pas porter d'accessoires (bijoux, bracelets, bagues...).

Les manquements à cette obligation feront l'objet de correctifs immédiats. En cas d'anomalies, **une pénalité forfaitaire de 200 €** pourra être appliquée pour l'ensemble des écarts constatés.

IP 12 : Procédure d'échantillonnage de la prestation

Le contrôle aura pour objectif de valider le process et la conservation des plats témoins à disposition exclusive des agents chargés du contrôle officiel (DDPP); Ces plats témoins devront être des échantillons représentatifs des différents plats distribués aux consommateurs et clairement identifiés. Ils devront être conservés pendant au moins cinq jours en froid positif (0 à 3°C) après la dernière présentation aux consommateurs. La quantité prélevée par denrée devra être comprise entre 80 g et 100 g. Chaque échantillon devra être clairement identifié et conservé individuellement.

Si le process et les méthodes utilisées ne remplissent pas les conditions précisées ci-dessus, des correctifs immédiats seront attendus et il sera fait application d'une **pénalité de 500 €** pour l'ensemble des écarts constatés.

IP 13 : Résultat des contrôles qualité sanitaire

Les contrôles qualité porteront sur les résultats des analyses bactériologiques et de surface du laboratoire chargé de vérifier la qualité sanitaire.

À partir de deux contrôles dont le résultat serait non satisfaisant depuis la date du dernier audit réalisé, il sera fait application d'une **pénalité de 500 €** par résultat non satisfaisant.

Pour tous contrôles non satisfaisants, le Titulaire devra établir un plan d'action sous trois jours ouvrés ou fournir le plan d'action déjà élaboré en amont de l'audit.

IP 14 : Fréquence des contrôles qualité sanitaire

L'audit portera sur le respect du nombre d'analyses bactériologiques et de prélèvements de surface à réaliser par rapport aux engagements contractuels.

Depuis la date du dernier audit réalisé, dans le cas où le Titulaire ne respecterait le nombre d'analyses bactériologiques et de prélèvements de surface, il sera fait application d'une **pénalité de 1000 €** pour l'ensemble des écarts.

11.2.4- Pénalités relatives au développement durable

IP 15 : Affichage des éco consignes et plan d'allumage

Le contrôle consistera à vérifier visuellement dans les locaux de back-office et de front office la présence d'éco consignes affichées dans les zones ou sur les équipements concernés, ainsi que l'existence et le bon respect d'un plan d'allumage.

Aucun manquement sur la période ne sera accepté.

Dès le premier manquement constaté, il sera fait application **d'une pénalité de 50€** par écart constaté et par audit.

IP 16 : Respect du tri des bio déchets

Le contrôle consistera à vérifier la bonne réalisation du tri des bio-déchets en production et en service, la présence d'équipements adéquats et la bonne maîtrise du process associé.

Aucun manquement sur la période ne sera accepté, dès le premier manquement constaté, il sera fait application **d'une pénalité de 500€** pour l'ensemble des écarts constatés et par audit.

IP 17 : Présence des affichages de proximité (origines et labels)

Le contrôle consistera à vérifier que les origines et les labels des produits concernés soient communiqués au **CLIENT** et actualisés suivant la prestation du jour.

Aucun manquement sur la période ne sera accepté.

Dès le premier manquement constaté il sera fait application **d'une pénalité de 200€** pour l'ensemble des écarts constatés et par audit.

11.2.5 – Pénalités relatives au suivi du contrat

IP 18 : Respect des fréquences de communication du reporting

Le contrôle consistera à comptabiliser les reporting communiqués au **CLIENT** sur la période de référence (semestre, année ...).

Aucun manquement sur la période ne sera accepté.

Dès le premier manquement constaté, il sera fait application **d'une pénalité de 300€** pour l'ensemble des écarts constatés et par audit.

IP 19 : Respect des éléments structurants du reporting

Le contrôle consistera à vérifier le contenu des reporting communiqués au **CLIENT** sur la période de référence (semestre, année ...) et à s'assurer que le **CLIENT** dispose bien de l'ensemble des informations demandées.

Aucun manquement sur la période ne sera accepté, dès le premier manquement constaté, **une pénalité de 300€** pour l'ensemble des écarts constatés et par audit sera appliquée.

IP 20 : Respect des engagements de rencontre / Réunions contractuelles

Le contrôle consistera à vérifier la présence et la disponibilité du **PRESTATAIRE** aux dates de rencontres fixées contractuellement.

Aucun manquement sur la période ne sera accepté.

Dès le premier manquement constaté, il sera fait application **d'une pénalité de 500€** pour l'ensemble des écarts constatés et par audit.

IP 21 : Respect du nombre d'animations contractuelles

Les contrôles consisteront à comptabiliser le nombre d'animations réalisées depuis l'audit précédent conformément aux engagements du **PRESTATAIRE**.

Aucun manquement sur la période audité ne sera accepté.

Dès le premier manquement constaté, **une pénalité de 500€** par écart et par audit sera appliquée.

IP 22 : Satisfaction des CONVIVES

Au moins une fois par an, le Restaurateur réalisera ou fera réaliser à ses frais une enquête de satisfaction pour chaque espace de restauration par un organisme externe destinée à mesurer la satisfaction des **CONVIVES**. Le questionnaire de chaque enquête devra être soumis à l'approbation du **CLIENT** avant diffusion. Afin de compléter ce processus de mesure de satisfaction **CONVIVES**, une enquête sera à réaliser trois mois après l'entrée du **PRESTATAIRE** dans les lieux.

Si le taux de satisfaction est inférieur à 80% ou s'il a diminué de plus de 10% par rapport à l'année précédente, le **PRESTATAIRE** proposera et mettra en place un plan d'action (audit des équipes, service, formation, etc.). Une seconde enquête sera réalisée par le **PRESTATAIRE** et à ses frais dans un délai de 1 mois suivant la mise en place de ses actions correctives. Si le taux restait inférieur à 80%, **une pénalité de 1000 €** par point de contrôle inférieur à 80 % sera appliquée au **PRESTATAIRE**, et une troisième enquête sera réalisée par le **CLIENT** aux frais du **PRESTATAIRE**, dans un délai de 4 mois suivant la mise en place des actions correctives.

Si, à l'issue de cette troisième enquête, le taux de satisfaction est toujours inférieur à 80 %, le contrat pourra être résilié moyennant un préavis de six mois.

*Il est entendu que les dispositions de la présente clause seront inapplicables en cas de survenance de phénomènes **EXTÉRIEURS** à la prestation du **PRESTATAIRE** et qui justifieraient des taux de satisfaction inférieurs à ceux susvisés.*

Les pénalités sont cumulables et non révisables.

Si le retard est dû à la force majeure ou au fait de l'Organisme, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer une prolongation du délai d'exécution effaçant les pénalités dues.

Pour bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, le titulaire devra signaler à l'Organisme, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Il disposera à cet effet, d'un délai de dix jours à compter de la date à laquelle ces causes sont **apparues**.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, ces pénalités sont dues dès le premier Euro.

ARTICLE 12 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Le présent marché est dispensé d'une retenue de garantie.

La cession et le nantissement sont régis par les articles R. 2191-45 à R. 2191-53 du code de la commande publique.

En cas de nantissement est désignée comme Comptable assignataire, Monsieur le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme.

ARTICLE 13 – RESILIATION

En cas de retard dans les délais d'exécution, d'incapacité, de mauvaise foi, de négligence, de non-respect de l'obligation de confidentialité ou de mauvaise exécution des prestations par le Titulaire, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier, sans mise en demeure préalable, le présent marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnisation, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La résiliation du marché aura lieu de plein droit en cas de liquidation des biens du Titulaire.

La résiliation sera notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec A.R, moyennant un préavis d'un mois.

Outre les cas de résiliation mentionnées dans le présent document, l'Organisme peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation de service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'établissement.

Dans ce cas, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements éventuellement engagés pour l'exécution de l'accord cadre jusqu'à son terme, qui n'aurait pas été prise en compte dans le décompte de résiliation.

De même, en application de l'article L. 2195-5 du code de la commande publique, le marché pourra être résilié en raison d'un manquement constaté par la Cour de justice de l'Union européenne.

Remise des installations en fin de marché :

Le Titulaire doit à la fin du marché :

- ☐ Remettre sans délai à l'organisme contractant les locaux et les installations dans la situation où ils lui ont été confiés, telle que définie par l'état des lieux contradictoire prévu dans le CCTP.
- ☐ Laisser dans ces locaux le matériel dans un état identique à celui qui lui a été confié, c'est à dire correspondant à l'inventaire contradictoire prévu dans le CCTP.

Toute remise des locaux et installations en l'état initial est à la charge du Titulaire, ainsi que les manquants éventuels de matériel ; ces manquants sont évalués à leur prix de remplacement.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Le Titulaire devra remettre obligatoirement avant exécution du marché, une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés tant aux personnes avec lesquelles il est lié par un contrat, qu'aux tiers.

ARTICLE 15 - MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL

Le Titulaire prend en compte dans l'exécution de sa prestation des objectifs de développement durable (responsabilité environnementale, économique et sociale) et met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour y parvenir.

ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges relatifs à l'exécution du présent marché qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage ou d'accord amiable entre les parties, seront soumis aux juridictions de droit commun.

Tous les actes de procédures seront notifiés au domicile réel du Titulaire.

De plus, les parties contractantes donnent attribution de compétence à la loi française et aux juridictions du département du Val de Marne.

L'instance chargée des procédures de recours est le :

**Tribunal de Grande Instance
Rue Pasteur Vallery Radot
94000 CRETEIL
Tél. : 01-49-81-16-00**

ARTICLE 17 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlement, et ne peut exercer aucun recours contre l'Organisme en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs (ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient), qu'il ne tombe pas (ou que ladite société ne tombe pas) sous le coup de l'interdiction de l'article 50 modifié de la loi n° 52.401 du 14 avril 1952.

Il atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec ses salariés employés régulièrement au regard des articles D. 8222-4 à D. 8222-5 (pour la France) et D. 8222-6 à D. 8222-8 (pour l'étranger) du Code du Travail.

Il est tenu, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Organisme et pour les tiers.

Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, de garantir l'Organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

ARTICLE 18 – REGLES DE SECURITE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire devra se conformer au règlement intérieur de l'Organisme et respecter les règles de confidentialité.

Le Titulaire et son personnel se reconnaissent soumis au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont ils auront connaissance au cours de l'exécution du présent marché (article 226-13 et suivants du Code Pénal et articles 29 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004).

Le Titulaire s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement tout ou partie des informations qui lui sont communiquées ou dont il aurait connaissance à l'occasion du présent marché.

Le Titulaire se porte garant du respect par ses employés, mandataires ou sous-traitants dûment autorisés de l'engagement de confidentialité exposé ci-dessus.

Le Titulaire reconnaît que toute divulgation peut léser les intérêts de la CPAM du Val-de-Marne et engage sa responsabilité.

Cette obligation deviendrait caduque si l'information était divulguée en dehors de l'intervention de sa partie débitrice.

Cette clause de confidentialité à l'attention du personnel extérieur s'inscrit dans le cadre de la protection du système d'information de la CPAM du Val-de-Marne.

Elle correspond aux obligations légales applicables au personnel en matière de secret professionnel.

Le Titulaire respecte les obligations souscrites au titre du présent article pendant la durée de validité du marché, puis après sa fin, qu'elle qu'en soit la cause.

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner la résiliation du marché sans préavis et l'engagement d'une procédure de dédommagement dans le cadre de la réglementation applicable.

Le Titulaire est responsable de ses préposés, et notamment du non-respect des consignes de sécurité, des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits ainsi que des vols de ses employés.

Le titulaire devra se conformer à la charte du visiteur qui lui aura été remis au moment de la notification du marché.

Dans le cadre des présentes dispositions, le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance du « Livret de sécurité du Prestataire » qui lui aura été remis au moment de la notification du marché.

ARTICLE 19 - MESURE D'ORDRE SOCIAL

La durée horaire maximale du personnel employé devra être conforme à la réglementation en vigueur et au Code du Travail.

Le Titulaire et l'Organisme s'engagent, pour leur part respective, à mettre en application les dispositions du Décret n° 92.158 du 20 février 1992.

ARTICLE 20 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D. 8222-5 du Code du Travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Organisme, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 – AVANCE

Le Titulaire peut bénéficier, sauf renoncement exprès de sa part portée dans l'Acte d'Engagement, au versement d'une avance dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2, L. 2191-3, R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 22 – MODIFICATION DU MARCHE

Le marché pourra être modifié conformément aux articles R. 2194-1 à R. 2194- 9 du code de la commande publique et éventuellement pour des raisons suivantes :

- ✓ Ajustement sur le contenu des prestations
- ✓ Conditions de réalisation

ARTICLE 23 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

L'Organisme contractant s'engage réciproquement en ce sens.

ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

ARTICLES DU CCAG-FCS	ARTICLES DU CCAP
4.1	3
14.1	11.2.5
42	13
9.2	14

ANNEXE : REGLEMENTATION EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE